

## « Non au POCL » bataille contre le projet de ligne à grande vitesse entre Paris et Lyon



Si le projet de ligne à grande vitesse (LGV) entre Paris et Lyon voit le jour, il passera potentiellement par le Giennois et plus précisément par Pierrefitte-ès-Bois.? - Photo d'illustration

Ce collectif, qui ne veut pas de la ligne à grande vitesse (LGV) Paris-Orléans-Clermont-Lyon, se mobilise pour que le Giennois ne soit pas impacté par ce projet.

À l'heure actuelle, l'association « Non au POCL » (Paris-Orléans-Clermont-Lyon), présidée par Nelly Duquesne, compte 173 adhérents. Parmi ceux-ci, les communes de Saint-Firmin-sur-Loire ou Pierrefitte-ès-Bois, dans le Giennois.

Des villages qui se sentent particulièrement concernés par le projet, puisque la ligne à grande vitesse (LGV) pourrait passer par Pierrefitte-ès-Bois ou les communes des alentours immédiats.

« Un véritable saccage économique et écologique »

Le 7 juillet dernier, le premier ministre, Manuel Valls, a relancé les études sur l'intérêt de la ligne à grande vitesse Paris-Orléans-Clermont-Lyon (LGV POCL), en particulier pour la sortie de Paris et l'arrivée à Lyon. Le but : ouvrir un tracé supplémentaire pour rejoindre l'ancienne capitale des Gaules.

Il apparaît que la ligne passera par les terres de Pierrefitte, qui a adhéré à l'association en mars 2015. Pour « Non au POCL », cette ligne serait un « véritable saccage économique, écologique et humain pour les territoires traversés, sans aucun bénéfice, et ne s'adresse qu'à 7 % de la population. La cour des comptes ne cesse de tirer le signal d'alarme ».

Très attachés à la qualité de vie de leurs administrés, les élus de Pierrefitte-ès-Bois eux, dénoncent les incidences sur l'environnement local : la commune serait littéralement coupée en deux par le tracé, l'impact sur la nature serait également important, 1 km de tracé nécessitant 20 hectares de terre...

Alfred de Lassence, vice-président de l'association, estime que ce projet n'a pas lieu d'être : « Un observatoire a été mis en place pour déterminer s'il y a saturation. Mais le gouvernement s'est aperçu qu'à la sortie de Paris et à l'arrivée à Lyon, la LGV POCL aura plusieurs kilomètres en commun avec la LGV actuelle. Alors comment dire que le POCL "désaturera" la LGV actuelle ? »

Ce projet est né de débats publics en 2011 et 2012, puis d'études et concertations de 2012 à 2014. Parmi les trajets proposés, c'est le tracé médian, celui qui pourrait passer par le Giennois et le Sancerrois, qui a été retenu.

Bon nombre d'élus du secteur estiment d'ailleurs que ce serait une chance pour le territoire, espérant notamment un arrêt à Gien ou Briare. « La LGV ne desservira jamais Gien malgré des promesses faites par la SNCF », assure Alfred de Lassence.

Pour se faire entendre, l'association a lancé une pétition qui, à ce jour, a récolté plus de 7.000 signatures. « Nous nous apercevons que les habitants sont sous-informés », poursuit le vice-président. Pour lui, le « Tout TGV », dont fait partie le projet POCL, est la cause du déclin des lignes SNCF existantes qu'il juge « entrées dans le cercle vicieux de l'abandon avec une baisse de la sécurité du fait du vieillissement et du non-remplacement des infrastructures et des matériels roulants. Cet état de fait entraîne des retards et des annulations qui se multiplient, l'allongement des temps de trajets et, du coup, la baisse de la fréquentation du réseau ».

Pour l'association Non au POCL, les solutions sont de remettre en état et de moderniser les lignes existantes, dont la ligne Paris-Nevers passant dans le Giennois, ce qui coûterait trois à quatre fois moins cher que construire une nouvelle ligne à grande vitesse et n'entraînerait pas de destruction majeure. En terme de timing, cela pourrait être réalisé pour 2021 alors que la LGV ne sera pas finie avant 2035.

Si toutefois elle voit le jour...

Justine Brichard